

MONITOR #13

ÉQUIPE

ÉDITION

André Campos

McDonald's : l'empreinte d'un géant

RECHERCHES ET TEXTES

André Campos et Poliana Dallabrida

PHOTOS

Juliana Amoringo (Couverture)
Marcelo Camargo (Couverture, p.13, p.15)
Andrew Hoang / Unsplash (p.03)
Boobook48 / Flickr (p.04)
João Laet (p.05)
Subsecretaria de Inspeção do Trabalho / Ministério da Economia (p.06)
Thabang / Unsplash (p.08)
Gerson Sifuentes / Unsplash (p.09)
Reginaldo (p.10)
Amornrat Sawatyam / Unsplash (p.11)
Kevin Lanceplaine / Unsplash (p.17)
Jason Yuen / Unsplash (p.24)

CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE

Elaine Almeida

REPÓRTER BRASIL ORGANISATION DE LA COMMUNICATION ET PROJETS SOCIAUX

COORDINATEUR GÉNÉRAL

Leonardo Sakamoto

SECRÉTAIRE EXÉCUTIF

Marcel Gomes

COORDINATION FINANCIÈRE

Marta Santana

ASSISTANTE DE COORDINATION

Marília Ramos

ADRESSE

Rua Amália de Noronha, 151 Conj. 605. São Paulo - SP Brasil CEP 05410-010



CONTACTS

- biobr@reporterbrasil.org.br
- **f** ONGReporterBrasil
- **E** @reporterb

(55 11) 2506-6570 (55 11) 2506-6562 (55 11) 2506-6576 (55 11) 2506-6574

SOMMAIRE

UN GÉANT MONDIAL	03
LES RISQUES D'ATTEINTE AU BRÉSIL	04
BŒUF: FORÊTS CALCINÉES ET TRAVAIL FORCÉ	05
DES HAMBURGERS CONTRÔLÉS PAR SATELLITE	05
LES VIOLATIONS COMMISES PAR LES FOURNISSEURS INDIRECTS	06
BLANCHIMENT DE BÉTAIL ET ACCAPAREMENT DES TERRES INDIGÈNES	07
CAFÉ: PESTICIDES ET LONGUES HEURES DE TRAVAIL	07
MCDONALD'S MISE SUR LA CERTIFICATION	
LE CAS SEGAFREDO	08
PESTICIDES ET ATTEINTES AUDROIT DUTRAVAIL	09
ORANGE: DES RÉCOLTES SYNONYMES DE MAUVAISES CONDITIONS DE TRAVAIL	10
UN PRODUIT NON RETENU PARMI LES PRIORITÉS DE L'ENSEIGNE	10
PRÉCARISATION, AMENDES ET TRAVAIL FORCÉ	12
SOJA: DES RESPONSABLES DE DÉFORESTATION CERTIFIÉS	13
LES « CRÉDITS DÉVELOPPEMENT DURABLE » DE MCDONALD'S	14
LE CAS DE SLC AGRÍCOLA	14
DÉFORESTATION DANS LE CERRADO	15
LES RÉPONSES REÇUES	16
LA RÉPONSE DE MCDONALD'S	17
UN LONG CHEMIN À PARCOURIR	18
NOTES	19

UN GÉANT MONDIAL

McDonald's sert plus de 63 millions de consommateurs par jour¹ dans ses 40.000 restaurants répartis dans 119 pays à travers le monde². Avant de devenir une énorme multinationale, McDonald's a commencé par ouvrir une petite cafétéria avec service au volant en Californie en 1948. Soixante-dix ans plus tard, elle emploie plus de 2,2 millions de personnes³ embauchées directement par la multinationale ou par des franchisés.

La taille de McDonald's et l'étendue de ses activités font de l'enseigne un acteur essentiel de plusieurs chaînes d'approvisionnement mondiales et un influenceur de premier plan de la politique de production alimentaire. En 2021, l'entreprise et ses franchises ont réalisé un chiffre d'affaires cumulé de plus de 112 milliards de dollars⁴ – un montant supérieur au produit intérieur brut (PIB) de la plupart des pays du monde. McDonald's affirme, par exemple, être l'un des plus gros acheteurs de viande de bœuf et de poisson à travers le monde⁵.

Les États-Unis sont le berceau de la chaîne de restaurants et continuent d'être, de loin, son premier marché: l'entreprise y réalise 41% de son chiffre d'affaires mondial et y compte davantage de restaurants qu'au sein de ses 10 marchés suivants réunis⁶. La Chine et le Japon représentent les principaux marchés de l'enseigne en Asie, tandis qu'en Europe, la France dispose du plus grand nombre de restaurants McDonald's devant l'Allemagne et le Royaume-Uni.

En 2021, 93% des restaurants McDonald's étaient franchisés⁷. La société Arcos Dorados est le principal franchisé de l'enseigne avec plus de 2.000 restaurants exploités dans 20 pays d'Amérique latine et des Caraïbes⁸, la moitié d'entre eux étant situés au Brésil⁹.

En plus d'être un marché significatif pour les ventes de l'enseigne, le Brésil est également le pays d'origine de nombreux produits vendus par McDonald's au Brésil et à travers le monde. Parmi les produits en provenance du Brésil que les consommateurs retrouvent ensuite aux menus de l'enseigne figurent notamment la viande de bœuf, le café et le jus d'orange. Le Brésil est en outre un important producteur de soja utilisé pour nourrir les poulets dont la viande est consommée dans les restaurants McDonald's.

Un grand nombre de situations problématiques ont été recensées dans ces secteurs agricoles, que ce soit des violations des droits des travailleurs et même des situations de travail forcé dans les cas les plus graves des atteintes à l'environnement, liées en particulier à la déforestation, ou encore des dommages causés aux communautés traditionnelles. Au Brésil, ce type de situation se produit même sur des exploitations bénéficiant de certifications, d'où proviennent une grande partie des matières premières considérées par McDonald's comme prioritaires en termes de suivi social et environnemental.



LES RISQUES D'ATTEINTE AU BRÉSIL

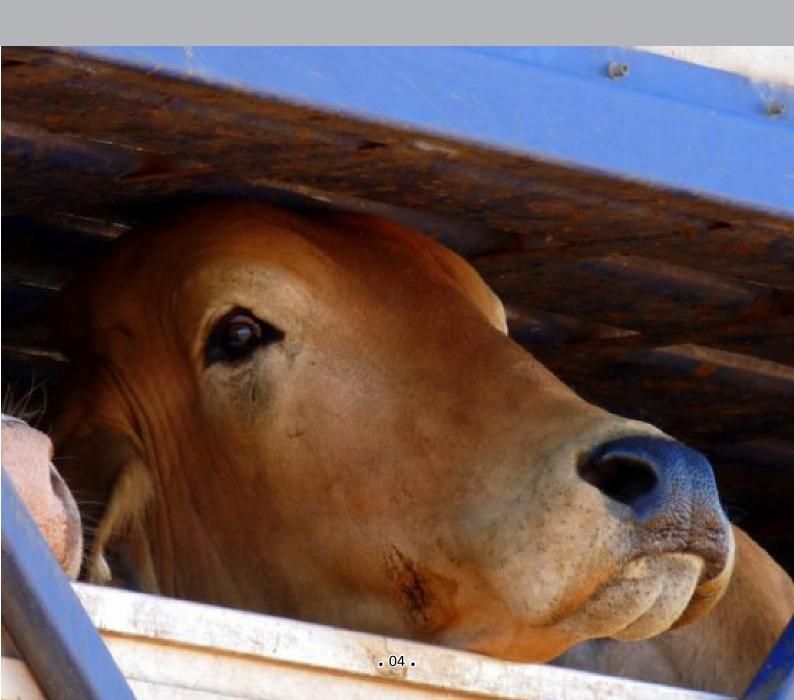
McDonald's répertorie le **bœuf**, le **poulet** – y compris le **soja** utilisé dans l'alimentation animale –, le **café**, **l'huile de palme**, le **poisson** et les **fibres végétales** – utilisées pour ses emballages – comme des matières premières prioritaires nécessitant d'être contrôlées d'un point de vue social et environnemental. Pour ces filières, l'enseigne fixe une série de critères et d'actions spécifiques destinés à contrôler sa chaîne d'approvisionnement¹⁰.

Malgré ces politiques, la chaîne d'approvisionnement de l'enseigne

est exposée à plusieurs risques de violations liés à la réalité rurale du Brésil. La déforestation, le travail forcé, les violations du droit du travail et les dommages causés aux communautés traditionnelles font partie des risques de violations directement ou indirectement liés au réseau qui approvisionne ses restaurants.

Les matières premières considérées par McDonald's comme prioritaires à des fins de contrôle social et environnemental représentent une part considérable des risques. Mais d'autres filières sont également confrontées à de nombreux défis pour garantir une agriculture équitable et responsable.

Dans ce rapport, Repórter Brasil donne des exemples concrets de risques d'atteintes associées à trois produits figurant aux menus de la chaîne de restauration rapide à travers le monde : la viande de bœuf, le café et le jus d'orange. L'enquête porte également sur le soja utilisé pour nourrir les poulets achetés par McDonald's.



BOEUF : FORÊTS CALCINÉES ET TRAVAIL FORCÉ

L'élevage bovin est l'un des principaux responsables des incendies et de la déforestation illégale au Brésil. Selon les données les plus récentes fournies par le gouvernement fédéral, 65% des terres déforestées en Amazonie brésilienne sont occupées par des pâturages¹¹. Le développement des pâturages est également l'un des principaux moteurs du défrichement de la végétation naturelle dans d'autres biomes du Brésil touchés par une déforestation rapide, tels que le Cerrado et le Pantanal.

Il s'agit d'une réalité gênante pour McDonald's, qui s'est engagée publiquement à mettre fin à la déforestation dans sa chaîne d'approvisionnement mondiale d'ici 203012. Au Brésil, l'enseigne vend des hamburgers dont la production locale est susceptible de participer non seulement à la déforestation, mais aussi à de graves violations des droits de l'homme. L'élevage bovin est en effet en tête des secteurs au Brésil où le travail forcé est le plus fréquent. Au cours des 25 dernières années, les inspecteurs du gouvernement fédéral ont porté secours à plus de 17.000 personnes qui subissaient des pratiques de travail forcé dans des exploitations bovines¹³.

DES HAMBURGERS CONTRÔLÉS PAR SATELLITE

Selon McDonald's, 85% de la viande de bœuf servie dans ses restaurants provient des dix pays suivants : les États-Unis, l'Australie, l'Allemagne, le Brésil, l'Irlande, le Canada, la France, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et la Pologne¹⁴. Comme il s'agit de la matière première nécessaire pour la fabrication des hamburgers, la viande de bœuf est un ingrédient essentiel pour l'activité de l'enseigne.

En 2014, McDonald's a défini cing critères de développement durable pour l'approvisionnement ses produits, notamment l'approvisionnement en viande de bœuf uniquement auprès d'entreprises participant à des initiatives conformes à la Table Ronde Mondiale sur le Bœuf Durable [Global Roundtable for Sustainable Beef]. Parmi les autres critères annoncés par l'enseigne figure le fait de soutenir des chaînes d'approvisionnement qui ne soient pas impliquées dans la déforestation¹⁵. Si McDonald's considère qu'elle remplit pleinement le premier critère visé cidessus, le deuxième critère est décrit comme atteint à 99,4%¹⁶.

L'enseigne considère le Brésil comme une région à haut risque de déforestation, tout comme le Paraguay, l'Argentine et l'Australie. Elle exige que la viande provenant de ces pays respecte les exigences d'une politique spécifique applicable à la filière -Politique d'Approvisionnement Bœuf Sans Déforestation [Deforestation-Free Beef Procurement Policy] - en plus de l'Engagement de McDonald's sur les Forêts [McDonald's Commitment on Forests], lequel prévoit l'élimination de la déforestation de ses chaînes d'approvisionnement d'ici 2030¹⁷.

Pour avancer vers cet objectif, Arcos Dorados, qui gère les franchises de l'enseigne en Amérique latine, affirme surveiller 100% des zones de pâturage de ses fournisseurs directs, c'est-à-dire les fermes en bout de chaîne ou les enclos d'engraissement avant abattage. En 2020, selon l'entreprise, plus de 7,5 millions d'hectares appartenant à 6.741 fermes ont été surveillés par satellite. Ces exploitations ont fourni environ 2.700 tonnes de viande aux restaurants de la chaîne dans la région¹⁸.



LES VIOLATIONS COMMISES PAR LES FOURNISSEURS INDIRECTS

Toutefois, les fournisseurs directs – ceux qui envoient leurs animaux directement à l'abattoir – ne sont que le dernier maillon d'une longue chaîne d'entreprises de la filière de l'élevage au Brésil. Sur la plupart des exploitations dédiées à cette activité, les animaux ne sont élevés que jusqu'à un certain âge, puis ils sont transférés pour engraissement final dans d'autres établissements, d'où ils seront menés aux abattoirs.

McDonald's et les entreprises de conditionnement de viande qui approvisionnent l'enseigne n'ont pas mis en place de mécanismes efficaces pour identifier et, par conséquent, contrôler ces exploitations où les bœufs ont grandi, lesquelles sont désignées comme des fournisseurs indirects. Or, la plupart des cas de déforestation et de travail forcé se concentrent précisément dans ces exploitations.

A titre d'exemple, ce type d'atteintes se retrouve au sein de la chaîne d'approvisionnement de JBS, la plus grande entreprise de conditionnement de viande du Brésil, laquelle approvisionne depuis longtemps McDonald's¹⁹. L'entreprise possède des usines de fabrication de viande pour hamburgers à Campo Grande dans l'Etat du Mato Grosso do Sul et à Lins et Osasco dans l'Etat de São Paulo.

Plusieurs articles citent le site de JBS situé à Campo Grande parmi des exploitations ayant eu recours au travail forcé ou ayant fait l'objet d'enquêtes pour des déclenchements illégaux de feux dans le Pantanal. Un rapport publié en 2019 par Repórter Brasil a révélé que l'entreprise achetait du bétail à la ferme Copacabana, où neuf travailleurs autochtones vivant dans des conditions dégradantes, logés dans des cabanes précaires sans accès à l'eau potable, ont été secourus²⁰. Selon un autre rapport publié par Greenpeace International concernant les activités de JBS dans la même ville. JBS a abattu des bovins provenant d'un fournisseur direct qui avait précédemment acheté des animaux à la ferme Bonsucesso, où plus de 17.200 hectares de végétation sont partis en fumée en 2020²¹.

Mais les problèmes qui touchent les unités de transformation en steak pour hamburgers ne se limitent pas uniquement à l'abattage de bovins élevés localement. Ces sites industriels utilisent également des matières premières acheminées par camion depuis d'autres sites de conditionnement de viande plus éloignés. JBS, par exemple, possède plus de 30 sites à travers le pays – dont la plupart sont situés en Amazonie.

Une autre enquête menée par Repórter Brasil a ainsi révélé que les sites de JBS à Juína et Juara, dans la région amazonienne du Mato Grosso, ont acheté en 2018-2019 du bétail à un éleveur qui exploite des zones interdites de déforestation par l'Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles Renouvelables [Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos Naturais Renováveis IBAMA], l'organisme fédéral en charge de contrôler le respect des lois et de la règlementation environnementales. Avant d'être abattus, les animaux avaient été vendus par une ferme qui disposait d'un « casier vierge », auprès de laquelle avaient été envoyés des milliers d'animaux en provenance de la ferme située dans une zone déforestée illégalement²². Il ne s'agit pas d'un cas isolé. Des mécanismes similaires de transfert d'animaux ont été utilisés par deux autres éleveurs qui ont envoyé du bétail à JBS à Confresa (dans l'Etat du Mato Grosso) entre 2017 et 2020²³.



BLANCHIMENT DE BÉTAIL ET ACCAPAREMENT DES TERRES INDIGÈNES

Marfrig, le principal concurrent de JBS, approvisionne également McDonald's²⁴. En 2019, l'entreprise a acquis une usine à Várzea Grande (dans l'Etat du Mato Grosso) et prévoit d'ouvrir un nouveau site de transformation à Bataguassu (dans l'Etat du Mato Grosso do Sul) en 2022.

En 2019, le site de Várzea Grande a acheté des centaines d'animaux à un éleveur qui avait reçu deux amendes pour déforestation illégale, selon une autre enquête publiée par **Repórter Brasil**²⁵. Celui-ci avait transféré du bétail de la ferme Amor do Aripuanã, située à Aripuanã (dans l'Etat du Mato Grosso), où la déforestation illégale avait été constatée, à la ferme Rio Azul, qui n'avait aucun antécédent en matière de responsabilité environnementale. Cette dernière avait ensuite fourni des bovins à JBS.

Les animaux en provenance de Rio Azul avaient également été achetés par un abattoir situé à Mirassol D'Oeste (dans l'Etat du Mato Grosso) et appartenant à Minerva, une autre société de conditionnement de viande²⁶.

En 2019-2020, le site de Minerva situé à Araguaína (dans l'Etat du Tocantins) a abattu des bovins provenant d'une propriété achetait régulièrement des animaux à engraisser à la ferme 4 de Outubro, où des cas de travail forcé avaient été mis en lumière en 2017²⁷. La même entreprise de conditionnement de viande avait reçu des bovins d'un autre éleveur qui disposait de pâturages dans des zones interdites pour déforestation illégale. Sur les registres fonciers, il avait « divisé » ses pâturages comme s'il s'agissait de fermes distinctes situées côte à côte. Cette pratique permet de contourner les politiques d'achat des entreprises de conditionnement de viande qui se sont engagées à ne pas acheter de bétail provenant de fermes situées dans des zones interdites²⁸.

À Tucumã, dans l'État du Pará, **Repórter Brasil** a découvert qu'un site de conditionnement de viande appartenant à Marfrig avait abattu des animaux provenant d'éleveurs dont les exploitations étaient situées illégalement dans le territoire indigène Apyterewa²⁹, le deuxième territoire indigène le plus déforesté d'Amazonie en 2020. L'un de ces éleveurs, outre la ferme située à l'intérieur du territoire indigène, possédait une zone de pâturage plus petite à proximité. Il a enregistré la vente de centaines de bêtes destinées à l'abattage provenant de cette ferme disposant d'un "casier vierge", même si la taille de cette ferme était insuffisante par rapport au nombre d'animaux déclarés. Cette situation laisse à penser que de potentiels documents ont pu être établis frauduleusement pour "blanchir" le bétail et masquer sa véritable origine.

À plusieurs reprises, JBS, Marfrig et Minerva ont été contactés par **Repórter Brasil** pour recueillir leur avis sur les multiples problèmes constatés dans leurs réseaux d'approvisionnement. Les entreprises affirment que, jusqu'à présent, aucune information publique n'existe pour garantir le contrôle des fournisseurs indirects ou même pour freiner de manière satisfaisante les pratiques de « blanchiment de bétail »³⁰.

CAFÉ: PESTICIDES ET LONGUES HEURES DE TRAVAIL

Le Brésil est le premier producteur et exportateur de café au monde. En 2020, près de 40% de la production mondiale provenait du Brésil³¹. Au regard de ces chiffres, le pays constitue un acteur essentiel dans les chaînes d'approvisionnement des multinationales qui vendent ce produit, notamment McDonald's.

Bien qu'elle constitue une référence mondiale, des irrégularités en matière de droit du travail continuent d'entacher l'industrie brésilienne du café, en particulier pendant la saison de la récolte, laquelle exige beaucoup de main-d'œuvre. Des cas de travailleurs soumis à des conditions précaires, voire des cas de travail forcé, sont découverts quasiment chaque année lors des inspections du gouvernement fédéral.

Entre 2010 et septembre 2021, les inspecteurs fédéraux du travail ont secouru 1.674 travailleurs soumis à des formes de travail forcé dans les plantations de café³². Quant au caractère informel du secteur, il s'agit

d'un problème encore plus répandu. S'il n'existe aucune statistique officielle, des estimations réalisées en 2014 ont révélé que 60% des travailleurs au sein des plantations de café n'avaient pas de contrat formalisé³³. Ils sont ainsi privés des droits fondamentaux du travail garantis par la loi, tels que la limitation des heures de travail, la garantie de recevoir le salaire minimum et le versement des cotisations sociales patronales pour la retraite.

MCDONALD'S MISE SUR LA CERTIFICATION

Pour faire face à cette situation, McDonald's déclare que 98,1% de son café vert ou moulu provient de sources considérées comme durables par l'entreprise³⁴. Ce résultat serait atteint principalement en achetant du café certifié par les meilleurs labels de bonnes pratiques du secteur³⁵.

Ces certifications visent à garantir l'adoption de normes élevées en matière de respect de l'environnement, du droit du travail et des droits de l'homme dans les exploitations des fournisseurs. Les audits périodiques effectués par des sociétés indépendantes de certification dans les plantations de café sont les principaux outils permettant de respecter ces principes.

En 2020, les restaurants de la chaîne situés aux États-Unis³⁶, en France³⁷, au Canada³⁸, au Royaume-Uni³⁹, au Brésil, en Argentine, au Chili, en Uruguay, au Costa Rica, au Mexique,

en Colombie⁴⁰ et à Hong Kong⁴¹ se sont approvisionnés à 100 % en café provenant d'exploitations certifiées par Rainforest Alliance, la certification de bonnes pratiques la plus complète du secteur à l'heure actuelle. En outre, McDonald's dispose également de son propre programme de développement durable – McCafé SIP – créé en 2016. Selon les données de l'enseigne pour l'année 2020, plus de 6.000 producteurs de café d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud participent à ce programme⁴².

McDonald's fait appel à plusieurs fournisseurs de café à travers le monde et leur café certifié est destiné aux principaux marchés de l'enseigne. En France, par exemple, McDonald's indique que le café proposé dans les restaurants est composé de grains provenant d'Amérique centrale ou du Brésil et que 100% du café provient d'exploitations vérifiées par Rainforest Alliance⁴³.

LE CAS SEGAFREDO

En Europe, la multinationale italienne Segafredo est l'un des

principaux torréfacteurs en charge de l'approvisionnement en café vendu par McDonald's selon les sites web de l'enseigne en Allemagne⁴⁴, en France⁴⁵, aux PaysBas⁴⁶, en Belgique⁴⁷ et en Finlande⁴⁸.

Segafredo, qui appartient au groupe italien Massimo Zanetti, possède des usines de torréfaction dans plusieurs pays européens⁴⁹. En 2015, le groupe a reçu un prix de McDonald's en Allemagne pour le travail de trois filiales – en France, en Allemagne et en Italie – qui fournissent en café les restaurants de la chaîne⁵⁰. Plusieurs médias européens ont souligné l'existence d'un partenariat entre Segafredo et McDonald's pour au moins 16 pays du continent⁵¹.

Au Brésil, Massimo Zanetti est propriétaire de Nossa Senhora da Guia Exportadora de Café Ltda, une entreprise de négoce qui achète et vend du café vert et possède sa propre zone de production : la ferme Nossa Senhora da Guia, une propriété de 1.400 hectares consacrée à la plantation de café à Pimenta (dans l'Etat du Minas Gerais).



PESTICIDES ET ATTEINTES AU DROIT DU TRAVAIL

La propriété du groupe Segafredo a été certifiée par Rainforest Alliance jusqu'à la mi-2020, mais a perdu son sceau après un audit interne en juillet de la même année. Selon le compterendu du rapport d'inspection auquel **Repórter Brasil** a eu accès, l'entreprise n'a pas respecté quatre critères considérés comme impératifs pour bénéficier du sceau et désignés comme des « critères essentiels ».

Le non-respect de la certification concernait l'utilisation de « substances répertoriées comme présentant des risques pour le milieu aquatique et la faune » dans des zones interdites et l'utilisation de « pesticides dans des cultures proches de zones d'activité humaine » sans barrières végétales de protection. En outre, selon l'audit, « il n'a pas été possible de vérifier que les travailleurs en général sont traités avec respect et qu'ils ne sont en aucun cas victimes d'abus et de harcèlement sexuel ».

Plusieurs mois auparavant, un rapport publié par **Repórter Brasil** avait déjà révélé l'existence d'atteintes au droit du travail dans l'exploitation⁵².

En août 2019, l'exploitation avait été condamnée à deux amendes par le gouvernement fédéral pour violation des règles relatives à la durée maximale du travail et au temps de repos minimal. En outre, Repórter Brasil a été informée, de source locale, que des employés avaient été licenciés cette année-là pour avoir réclamé des augmentations et de meilleures conditions de travail, des accusations réfutées par la direction de la ferme⁵³.

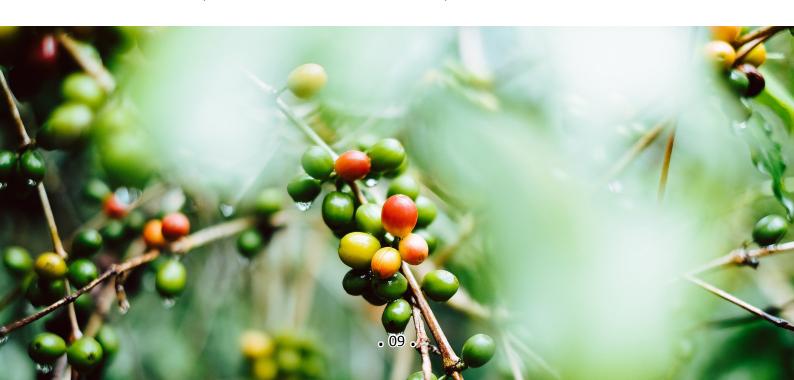
La ferme Nossa Senhora da Guia avait obtenu le certificat Rainforest Alliance en 2017. À l'époque, un audit réalisé par Rainforest Alliance avait déjà révélé que « les heures de travail, les périodes de repos au sein de la journée de travail et les jours de repos » n'étaient pas entièrement conformes aux exigences de la certification, et que la propriété ne disposait pas de « politiques et procédures concernant les règles juridiques relatives aux heures supplémentaires » qui soient conformes aux exigences posées par Rainforest Alliance. Ces problèmes pouvaient cependant être corrigés et être vérifiés lors de futurs audits.

Actuellement, l'exploitation est défenderesse dans au moins 30 contentieux – presque tous devant les juridictions compétentes en droit du travail – et 16 d'entre eux ont été intentés au cours des cinq dernières

années. La plupart concerne le nonrespect de la durée maximale de travail, le non-paiement du temps de trajet – lié au déplacement des travailleurs vers des lieux éloignés ou difficiles d'accès – et le paiement de la prime de risque pour la santé à raison de la manipulation de pesticides.

Interrogée par **Repórter Brasil**, Rainforest Alliance n'a pas fourni de détails supplémentaires sur le processus de retrait du sceau et a seulement déclaré que « la ferme Nossa Senhora da Guia a récemment perdu sa certification après un audit annuel, selon la norme RA 2017 ».

Le groupe Massimo Zanetti, propriétaire de Segafredo, a également été contacté. Nous l'avons interrogé sur l'existence d'approvisionnements des restaurants McDonald's en Europe en provenance de la ferme Nossa Senhora da Guia et sur la date des derniers approvisionnements intervenus. Le groupe s'est contenté de déclarer que « Au cours des trois dernières années, la proportion de café vendue à McDonald's par la ferme Nossa Senhora da Guia (NSG) est égale à zéro » et que l'ensemble du café fourni par Segafredo à McDonald's est certifié par Rainforest Alliance.



ORANGE : DES RÉCOLTES SYNONYMES DE MAUVAISES CONDITIONS DE TRAVAIL

Comme dans les exploitations de café, la récolte des oranges est aussi le théâtre de fréquentes violations du droit du travail au Brésil. Récolte après récolte, la filière fait face à des plaintes dénonçant de mauvaises conditions de travail, voire du travail forcé.

La plupart des cueilleurs d'oranges sont originaires de régions éloignées des plantations et y migrent pour des raisons économiques. Ils sont engagés pour la saison pour récolter les oranges lors de journées de travail requérant un effort physique intense. Les travailleurs doivent par exemple monter sur des échelles instables pour atteindre les fruits dans les vergers tout en portant sur leur dos, pendant plusieurs heures, des sacs de 10 kilos d'oranges précédemment récoltées.

Cet effort important se déroule souvent dans des conditions météorologiques extrêmes, que ce soit par fortes pluies ou par fortes chaleurs, parfois sans eau potable, sans endroits appropriés pour manger ou pour stocker de la nourriture afin d'éviter qu'elle ne se détériore. A la fin de la journée, de nombreux travailleurs doivent en outre faire face aux conditions insalubres des logements mis à disposition par leurs employeurs. Les logements surpeuplés et sales et l'absence de salles de bain sont monnaie courante.

Le Brésil est le principal exportateur mondial d'oranges, mais les travailleurs et les petits producteurs perçoivent moins de 5% du prix que les consommateurs des pays riches paient pour ces exportations⁵⁴.

UN PRODUIT NON RETENU PARMI LES PRIORITÉS DE L'ENSEIGNE

McDonald's vend des boissons à base d'orange, notamment des

jus et des boissons rafraîchissantes fournis par des marques partenaires. Comme ce produit n'est pas considéré par l'enseigne comme un produit prioritaire, à la différence du café, du soja et du bœuf, les rapports de l'entreprise ne font état d'aucune socio-environnementale stratégie spécifique pour contrôler la chaîne d'approvisionnement en Le rapport développement durable de l'entreprise en Allemagne, par exemple, mentionne uniquement l'achat de 1.128 tonnes en 2020⁵⁵.

Dans plusieurs pays, le jus d'orange vendu par McDonald's est produit par The Coca-Cola Company, propriétaire de la marque de jus Minute Maid, que l'on trouve habituellement dans les restaurants de la chaîne. Plusieurs sources confirment que la société brésilienne Sucocítrico Cutrale est le principal fournisseur mondial de jus d'orange de Coca-Cola⁵⁶.





PRÉCARISATION, AMENDES ET TRAVAIL FORCÉ

En août 2021, **Repórter Brasil** a mené des entretiens avec des cueilleurs d'orange de Cutrale dans la région d'Araraquara (dans l'Etat de São Paulo). Ces cueilleurs ont donné plusieurs exemples de leur précarisation et de violations du droit du travail survenues dans les exploitations de l'entreprise.

Depuis 2019, d'après leurs témoignages, Cutrale ne fournit plus aux travailleurs de chèques-repas, lesquels représentaient auparavant une augmentation de leur salaire de 240 réals. Comme dans le secteur du café, les travailleurs temporaires embauchés entre mai et février ne sont plus payés pour leur temps de déplacement jusqu'aux exploitations.

Daniel, 52 ans⁵⁷, travaille depuis trois ans dans les exploitations de l'entreprise dans la région d'Araraquara. Pour la récolte de cette année, il déclare avoir été payé 1.300 réals par mois en moyenne. Il y a deux ans, lorsque les deux rémunérations complémentaires étaient encore appliquées, il gagnait 1.800 réals, soit une différence de près de 30%. Les travailleurs ont également signalé le manque d'équipements de protection individuelle (EPI) et de toilettes dans les camps, ainsi que le licenciement de travailleuses après qu'elles ont déclaré être enceintes.

Maria⁵⁸, mère de quatre enfants, ne travaille plus dans les exploitations de Cutrale depuis le mois d'août de cette année. Après trois mois passés en tant que travailleuse saisonnière, elle a découvert qu'elle était enceinte et en a informé l'entreprise. La législation brésilienne garantit la stabilité des emplois temporaires jusqu'à cinq mois après l'accouchement des employées⁵⁹, et le licenciement n'est légal que s'il existe un motif valable.

« Je suis tombée enceinte pendant que je travaillais là-bas », raconte Maria. « Je leur ai envoyé le test et ils m'ont dit de rester à la maison à cause de la pandémie, puis j'ai été licenciée ». Elle affirme ne pas être la seule. « Je connais une autre collègue qui est tombée enceinte et qui a été licenciée alors qu'elle était enceinte de 7 mois ».

Les témoignages des travailleurs s'ajoutent à une longue liste de plaintes dénonçant des violations du droit du travail dans les exploitations de l'entreprise. En février 2013, Cutrale a été condamnée à payer 500.000 réals à titre de préjudice moral collectif pour avoir licencié des employées enceintes, ce qui a été considéré comme une pratique discriminatoire. À l'époque, l'entreprise a nié les accusations et a fait appel de la décision⁶⁰.

Le fournisseur de Coca-Cola a également été condamné pour avoir fouillé de manière illégale des ouvriers et des employés agricoles. En 2018, le tribunal du travail d'Araraquara a condamné l'entreprise à une amende de 2 millions de réals en réparation du préjudice moral collectif. Cutrale a fait appel de la décision et a déclaré dans un communiqué que « dans certains cas, malheureusement, les effets personnels des employés doivent être contrôlés visuellement à la fin de la journée de travail pour protéger les actifs de l'entreprise »⁶¹.

Selon les travailleurs, la pratique demeure. À la fin de chaque journée de travail, les superviseurs de l'exploitation inspectent les affaires de tous les travailleurs avant qu'ils ne montent dans les bus qui les ramèneront chez eux. « Chaque jour, vous devez

ouvrir votre sac à dos et montrer au superviseur ce qu'il contient », explique Daniel.

En 2013, un cas de travail forcé a même été mis à jour chez Cutrale⁶². Le délit a été constaté par des inspecteurs fédéraux du travail dans les exploitations de Vale Verde et Pontal situées dans des municipalités du triangle mineiro dans l'Etat du Minas Gerais. Les 23 travailleurs secourus lors de la récolte des oranges étaient logés dans de mauvaises conditions, n'avaient pas droit à un repos hebdomadaire payé et, dans certains cas, devaient s'endetter pour acheter de la nourriture et des produits d'hygiène.

Depuis 2016, 133 opérations d'inspection ont eu lieu dans les exploitations de Cutrale, selon une enquête réalisée par des inspecteurs du Secrétariat spécial pour la sécurité sociale et le travail du ministère de l'Économie [Secretaria Especial de Previdência e Trabalho do Ministério da Economia] à la demande de Repórter Brasil. D'après la liste des violations commises sur les propriétés de l'entreprise, la plupart des amendes depuis 2015 étaient liées au nonrespect de la norme NR-31 – principale norme réglementaire en matière de sécurité et de santé dans les zones rurales brésiliennes – avec 71 procèsverbaux, ainsi qu'au non-respect des règles concernant les périodes de repos (12 amendes) et les heures de travail (11 amendes).

En plus de planter des orangers sur ses propres exploitations pour approvisionner ses usines, Cutrale s'approvisionne également auprès de fournisseurs indépendants. Certains d'entre eux ont également un passif lié aux mauvaises conditions de travail sur leurs exploitations.

En 2019, la Fédération des travailleurs ruraux salariés de l'État de São Paulo [Federação dos Empregados Rurais Assalariados do Estado de São Paulo -Feraesp] a dénoncé plusieurs atteintes dans un groupe d'exploitations qui approvisionnent Cutrale, notamment le versement de salaires inférieurs au salaire minimum. l'absence d'équipement de sécurité pour les travailleurs, l'absence de toilettes ou d'eau potable, et des cas de travail des enfants⁶³.

Pendant un mois, **Repórter Brasil** a contacté le bureau de presse de Cutrale à plusieurs reprises par téléphone et

par courriel pour présenter les griefs des travailleurs et connaître la position de l'entreprise. Aucune réponse ne nous a été donnée. Quant à The Coca-Cola Company, lorsque nous lui avons demandé si les violations du droit du travail dénoncées par les travailleurs de Cutrale ne violeraient pas les codes de conduite et de respect des droits de l'homme de l'entreprise, celle-ci s'est contentée de répondre que les contrats établis avec ses fournisseurs incluaient le respect de ses Principes Directeurs à l'attention des Fournisseurs (Supplier Guiding Principles - SGP)64: « Nous attendons de nos fournisseurs qu'ils développent et mettent en œuvre des processus commerciaux internes appropriés en conformité avec les Principes Directeurs à l'attention des Fournisseurs ».

L'entreprise a également déclaré qu'elle fait appel à des auditeurs indépendants pour évaluer la conformité de ses fournisseurs. « En 2020, nous avons réalisé 2.279 audits, et 87% de nos fournisseurs ont été considérés comme conformes à notre Politique en matière de Droits de l'Homme et aux Principes Directeurs à l'attention des Fournisseurs ».

SOJA: DES RESPONSABLES DE DÉFORESTATION CERTIFIÉS

Le soja n'est pas consommé directement en grandes quantités, mais il constitue un élément essentiel de la chaîne alimentaire car il est devenu à plusieurs égards et dans plusieurs régions un ingrédient central du régime alimentaire des animaux élevés pour produire de la viande (bœuf, volaille et porc), des œufs et des produits laitiers.

Environ 80 % du soja produit dans le monde est destiné à l'alimentation animale⁶⁵. Le Brésil est, avec les Etats-Unis, le principal producteur au monde.

Année après année, les deux pays représentent systématiquement plus de 70% des exportations mondiales⁶⁶.

L'augmentation importante de la superficie des plantations de soja au Brésil, laquelle s'est intensifiée au cours des dernières décennies, a encouragé la conversion directe et indirecte des forêts naturelles en zones agricoles. Pour faire face à cette réalité, les grandes multinationales de la chaîne alimentaire – y compris McDonald's – ont décidé de soutenir des initiatives

telles que le Moratoire sur le soja en Amazonie⁶⁷, qui interdit l'acquisition de graines plantées dans des zones de la forêt amazonienne après 2008.

Le Cerrado a toutefois subi les effets les plus importants de l'expansion du soja au Brésil. Plusieurs ONG préconisent d'appliquer les principes du Moratoire sur le soja à ce biome, sans succès jusqu'à présent.



LES "CRÉDITS DÉVELOPPEMENT DURABLE" DE MCDONALD'S

Selon McDonald's, l'intégralité du soja utilisé par l'enseigne pour l'alimentation des poulets destinés aux restaurants provient de chaînes d'approvisionnement non impliquées dans la déforestation. La principale mesure adoptée à cette fin est l'acquisition de "crédits développement durable" pour le soja.

Il s'agit d'un mécanisme de compensation similaire à la vente de crédits carbone. McDonald's est libre d'acheter du soja sur le marché et procède à une estimation de son « empreinte écologique » dans le secteur - en tenant compte de la superficie totale plantée pour approvisionner ses restaurants et de la perte de couverture forestière associée à cette superficie. Sur la base de ce calcul, elle achète des crédits équivalents auprès de producteurs certifiés par la Table Ronde sur le Soja Responsable [Roundtable on Responsible Soy – RTRS].

Pour être certifiées RTRS, les exploitations doivent se conformer à 106 indicateurs obligatoires mis en œuvre progressivement. Ces indicateurs portent sur l'adoption de bonnes pratiques agricoles et commerciales, ainsi que sur des critères de bonne gouvernance en matière d'environnement, de travail et de relations avec les communautés.

Selon McDonald's, 83% des achats de soja de l'enseigne sont compensés par des crédits RTRS. Les 17% restants sont associés à une autre certification – ProTerra – utilisée spécifiquement pour approvisionner la chaîne de restaurants en Europe⁶⁸.

Dans ce cas, à la différence de l'achat de « crédits développement durable », McDonald's acquiert des poulets nourris avec du soja spécifiquement planté dans des zones certifiées. Outre le respect de bonnes pratiques sociales et environnementales, la culture de soja non transgénique est un autre critère obligatoire pour ProTerra.

Les deux certifications - RTRS et ProTerra – ont des critères interdisant l'expansion des plantations de soja dans les zones déforestées récemment. Dans le cas de la certification RTRS. les exploitations ne peuvent être certifiées si elles ont converti des forêts naturelles après juin 2016. Dans les zones classées comme « points chauds critiques pour la biodiversité » - des zones géographiques qui, selon les cartes de la RTRS, sont principalement concentrées dans le biome amazonien, ce qui exclut de fait de vastes portions du Cerrado brésilien - la certification n'est possible que dans le cas où la déforestation est intervenue avant mai 2009⁶⁹.

Dans le cas de ProTerra, les exploitations ne peuvent être certifiées qu'à condition de n'avoir aucune plantation sur une zone de végétation naturelle déforestée ou convertie à l'agriculture après 2008⁷⁰.

LE CAS DE SLC AGRÍCOLA

En mars 2018, la ferme Panorama, détenue par SLC Agrícola dans l'ouest de Bahia, a reçu la visite de représentants de McDonald's, par l'intermédiaire de Cargill, selon les informations publiées sur les réseaux sociaux de SLC⁷¹. Selon l'entreprise brésilienne, la visite concernait l'achat de soja RTRS par McDonald's.

La société américaine Cargill, leader mondial du commerce alimentaire, est l'un des principaux partenaires commerciaux de McDonald's. En plus de fournir du soja, l'entreprise prépare la viande de poulet vendue par la chaîne de restaurants. En France, l'usine Cargill située à Saint-Cyr-en-Val est le principal fournisseur de produits à base de poulet de McDonald's depuis 1993. McDonald's France soutient que le soja utilisé pour l'alimentation des poulets est 100% certifié RTRS ou ProTerra et sans OGM⁷².

Cargill est également le premier acheteur de soja auprès de SLC Agrícola, l'un des plus grands producteurs du Brésil⁷³. Fondée en 1977, SLC Agrícola est cotée sur le principal marché boursier au Brésil (B3). La société possède 16 exploitations dans six États brésiliens, lesquelles représentent 448.000 hectares d'exploitation pour l'année 2019/2020 répartis comme suit: 125.000 hectares de plantation de coton, 235.000 hectares de plantation de soja, 82.000 hectares de maïs et 5.000 hectares d'autres cultures⁷⁴.

Selon les informations fournies par SLC Agrícola à **Repórter Brasil**, sept des 16 exploitations du groupe sont certifiées RTRS: Planorte (dans l'Etat du Mato Grosso), Paiaguás (dans l'Etat du Mato Grosso), Planalto (dans l'Etat du Mato Grosso do Sul), Pamplona (dans l'Etat du Goiás), Panorama (dans l'Etat de Bahia), Planeste (dans l'Etat de Maranhão) et Parnaíba (également dans l'Etat de Maranhão). Lors de la récolte 2019/2020, la certification couvrait une surface d'environ 30.000 hectares de plantations⁷⁵.

Jusqu'à récemment, les exploitations de Planorte, Paiaguás, Parnaíba et Planeste disposaient également du sceau de certification ProTerra. Les certifications exploitations n'ont pas été renouvelées, d'après la réponse de ProTerra adressée à Repórter Brasil. Les dates auxquelles les certifications ont été perdues et la raison de leur non-renouvellement n'ont toutefois pas été communiquées (voir les développements ci-dessous).

DÉFORESTATION DANS LE CERRADO

Au cours des 15 dernières années. SLC Agrícola a reçu plusieurs amendes en raison d'atteintes à l'environnement, pour un montant total de plus de 10 millions de réals soit environ 2 millions de dollars au taux de change en vigueur. Les atteintes concernaient notamment la plantation de maïs transgénique sur des terres bordant des zones de protection de l'environnement (en 2018), la disparition d'espèces protégées (en 2017), la plantation de soja dans des zones déjà interdites en raison d'atteintes à l'environnement (en 2015) et la déforestation illégale (en 2007 et 2008)76.

Les exploitations de SLC Agrícola sont pour la plupart situées dans le Cerrado brésilien, le biome le plus touché par la déforestation liée à l'expansion du soja. Les rapports publiés par l'organisation Chain Reaction Research font état d'une forte perte de couverture forestière dans les zones appartenant à SLC Agrícola au cours de la dernière décennie – 210 kilomètres carrés entre 2015 et 2020⁷⁷.

L'une des zones déforestées se situe au sein de la ferme Palmeira à Tasso Fragoso (dans l'Etat de Maranhão). Rien qu'au cours du premier semestre 2020, l'entreprise a déforesté 4.600 hectares sur cette propriété, où des incendies avaient également eu lieu en septembre 2019⁷⁸.

La ferme Palmeira a été créée en octobre 2018 en divisant la ferme Parnaíba, l'une des exploitations qui disposait à la fois d'une certification RTRS et d'une certification ProTerra. Selon Chain Reaction Research, l'objectif était de sortir une zone à déforester du champ d'application des deux certifications, lesquelles limitent l'expansion des plantations dans les zones récemment déforestées⁷⁹.

Le fait de diviser une zone certifiée en deux exploitations a été cité comme un exemple de « greenwashing » dans un rapport publié en mars par Greenpeace qui critique les pratiques de certification environnementale⁸⁰.

Selon des témoignages recueillis localement par **Repórter Brasil**, la déforestation réalisée au sein de la ferme Palmeira a affecté les populations proches de la propriété. Avec l'élimination de la couverture végétale, des torrents de boue générés par les pluies sur la chaîne de montagnes Penitente, où se trouvent les fermes Palmeira et Parnaíba, ont dévalé et contaminé la rivière qui alimente l'une des populations locales et qui constitue la principale source d'eau potable des résidents.

Des témoignages font également état du comportement antisyndical de SLC Agrícola sur site. Les exploitants des propriétés de l'entreprise dans le Maranhão, où se trouve la ferme Planeste, auraient interdit la présence de représentants syndicaux dans les exploitations et découragé leurs employés d'adhérer aux syndicats locaux. SLC Agrícola nie les accusations.



Outre le cas des fermes Palmeira et Parnaíba, Chain Reaction Research a également cartographié la déforestation de 5.200 hectares à la ferme Parceiro, une autre propriété de SLC Agrícola, située dans l'ouest de l'Etat de Bahia. La déforestation aurait eu lieu au cours du premier semestre 2020⁸¹. Il ne s'agit pas, cependant, d'une des propriétés certifiées de la société.

Mais deux autres cas de déforestation sur des propriétés certifiées ont été découverts lors d'un audit mené en juillet 2019 destiné à évaluer le respect de la norme RTRS82. Selon le rapport d'audit, dans les zones louées des fermes Paiaguás et Parnaíba, toutes deux situées dans le Cerrado, des déforestations ont eu lieu après 2009. Cependant, ces zones n'étaient pas considérées comme des « points chauds critiques pour la biodiversité » - ce qui autorise, selon les critères du certificateur, la déforestation à la date à laquelle elle a eu lieu (voir les développements ci-dessous).

LES RÉPONSES REÇUES

SLC Agrícola a souligné que la division des exploitations de Palmeiras et de Paraíba constituait une décision de gestion visant à améliorer les performances de production et que « le défrichage des zones a toujours été effectué dans le strict respect de la loi, en vertu des licences requises et conformément au code forestier brésilien ».

La société affirme que les opérations dans ses zones « suivent les meilleures pratiques agricoles pour la conservation des sols » et qu'elle mène ses activités « en maintenant et en vérifiant l'application des licences accordées par les autorités compétentes et qu'elle ne viole pas les règles ou ne cause de dommages au biome. »

En ce qui concerne les impacts sur les populations mentionnés cidessus, l'entreprise a déclaré que « les pratiques de plantation et de production de SLC Agrícola finissent par avoir un effet positif sur les zones entourant ses exploitations, par le biais d'actions et de projets sociaux, notamment dans le domaine de l'éducation » et qu'« elle adopte une attitude ouverte et transparente avec tous les syndicats représentant ses employés ».

ProTerra а indiqué au'elle « n'approuve pas la division d'une propriété certifiée, pour cause de déforestation légale ou illégale, qu'il s'agit d'une violation des règles et que la certification doit être annulée immédiatement si un tel événement survient ». L'organisation n'a toutefois pas confirmé si le non-renouvellement certifications des quatre exploitations de SLC Agrícola résultait de la division des exploitations Parnaíba et Palmeira et des informations rendues publiques sur la déforestation intervenue sur les zones concernées.

S'agissant de la division des exploitations de SLC Agrícola dans le sud du Maranhão, RTRS a expliqué que la ferme Palmeira ayant un numéro de registre environnemental rural (Cadastro Ambiental Rural - CAR) différent, « il était possible de poursuivre la certification de la ferme Parnaíba sans inclure la zone de la ferme Palmeira ». En pratique, cela signifie qu'une société peut conserver sa certification en divisant des exploitations ayant participé à la déforestation en deux propriétés agricoles.

S'agissant de la déforestation constatée lors des inspections des exploitations de Paiaguás et de

Parnaíba, RTRS a précisé exiger qu'aucune déforestation n'intervienne dans les zones certifiées – qu'il s'agisse de zones détenues en pleine propriété ou de zones louées -, mais qu'il prévoit deux dates après lesquelles la conversion de la végétation naturelle n'est plus autorisée. La première date est mai 2009 pour les zones incluses dans la catégorie 1 de la norme, également connues sous le nom de zones rouges, qui correspondent à des territoires classés par RTRS comme « points chauds critiques pour la biodiversité ». Par ailleurs, aucune déforestation des forêts naturelles n'est autorisée après le 3 juin 2016, quelle que soit la catégorie de la zone en question.

« S'agissant du cas spécifique auquel vous faites référence (à savoir les exploitations de Parnaíba et de Paiaguás), conformément au standard de production et aux définitions de RTRS, le producteur a prouvé que les zones louées qui ont été défrichées avant 2016 n'étaient pas des zones rouges », a répondu l'organisme de certification.

LA RÉPONSE DE MCDONALD'S

Repórter Brasil a soumis à McDonald's les données recueillies sur les violations du droit du travail, les cas de déforestation et les autres conséquences sociales et environnementales présentées dans ce rapport. Nous avons également demandé à l'enseigne des précisions sur ses relations commerciales avec les entreprises et les labels de certification cités dans cette enquête.

En ce qui concerne le bœuf vendu par McDonald's, nous avons demandé quelles usines brésiliennes de conditionnement de viande sont actuellement considérées comme des fournisseurs. Par ailleurs, au regard des faits décrits dans ce rapport, nous avons interrogé l'enseigne sur la manière dont elle agit face aux cas de travail forcé, de déforestation illégale et autres violations susceptibles de contaminer la chaîne d'approvisionnement et résultant du recours à des fournisseurs indirects.

S'agissant du café vendu par McDonald's, nous avons demandé à l'enseigne si elle a acheté par le passé du café cultivé dans la ferme Nossa Senhora da Guia, appartenant au même groupe que son fournisseur Segafredo. Nous avons également demandé si les faits relevés au sein de l'exploitation constitueraient une violation du code de conduite de McDonald's.

De même, nous avons demandé à McDonald's si les fermes certifiées de SLC Agrícola font ou ont fait partie de la chaîne d'approvisionnement de l'entreprise et comment les politiques de l'enseigne évaluent la déforestation directement ou indirectement liée à ces exploitations certifiées.

McDonald's n'a pas répondu directement à ces questions et a simplement envoyé la déclaration suivante :

"Bien que nous ne soyons pas d'accord avec certaines de ces affirmations, nous nous concentrons sur la conservation des forêts et le soutien des personnes et des communautés du monde entier qui en dépendent. McDonald's s'attend à un strict respect de son code de conduite destiné à ses fournisseurs [Supplier Code of Conduct] et prend très au sérieux les allégations de violation des droits de l'homme. Nous avons pris des mesures pour lutter contre le travail forcé et soutenir les chaînes d'approvisionnement sans déforestation dans l'ensemble de notre Système en nous engageant à éliminer la déforestation de notre chaîne d'approvisionnement mondiale d'ici 2030 et en promouvant un programme de responsabilisation des fournisseurs sur le lieu de travail qui aide nos partenaires à renforcer leurs capacités dans ces domaines par le biais de formations et d'audits".



UN LONG CHEMIN À PARCOURIR

Formellement engagée à éliminer la déforestation de ses chaînes d'approvisionnement d'ici à 2030, McDonald's a encore un long chemin à parcourir pour atteindre non seulement cet objectif, mais aussi d'autres objectifs comme celui de lutter contre les atteintes au droit du travail et les violations des droits de l'homme dans le cadre de son activité.

La vente de hamburgers fabriqués avec de la viande brésilienne est certainement l'un des principaux points d'achoppement. Il n'existe pas au sein de la chaîne d'approvisionnement de l'enseigne de mécanismes permettant de tracer complètement – de la naissance à l'abattage – l'origine des bovins qui arrivent dans les abattoirs. Un problème qui frappe de plein fouet le réseau de fournisseurs locaux de McDonald's.

Même s'ils disposent des outils nécessaires pour contrôler exploitations auprès desquelles ils achètent directement leur bétail, les conditionneurs deviande qui fournissent McDonald's sont susceptibles de voir leur activité d'abattage contaminée par diverses violations, allant de la déforestation illégale, au travail forcé ou encore à l'accaparement des terres indigènes. Ces risques résultent principalement du recours à des « fournisseurs indirects », c'est-à-dire des éleveurs qui envoient leurs jeunes bovins pour engraissement final dans des exploitations qui approvisionnent directement les abattoirs.

En 2020, JBS, Marfrig et Minerva – tous trois fournisseurs de McDonald's – ont annoncé des objectifs à long terme pour résoudre ce problème et progresser vers une traçabilité totale. Toutefois, les mesures concrètes pour passer des discours à la réalité ne sont pas détaillées. N'oublions pas que cette promesse n'est pas nouvelle. Ces trois conditionneurs de viande ont signé il y a plus de dix ans un engagement public prévoyant de contrôler les fournisseurs indirects⁸³.

Dans d'autres filières, comme le soja et le café, McDonald's se repose sur la certification des fournisseurs pour se dédouaner non seulement de toute déforestation dans des zones critiques pour la biodiversité, mais aussi d'autres risques liés à la précarité des travailleurs agricoles et à des violations des droits de l'homme au sein des fermes. La réalité brésilienne, là encore, met en évidence les limites de ces politiques d'entreprise.

Interrogée par Repórter Brasil, McDonald's n'a pas répondu de manière objective à la question de l'éventuelle acquisition de matières premières en provenance de la ferme Nossa Senhora da Guia et de SLC Agrícola, lesquelles disposaient de certifications respectivement le café et le soja et sont toutes deux liées à la chaîne d'approvisionnement de McDonald's. Les atteintes au droit du travail, l'utilisation inappropriée de pesticides et la déforestation de la végétation naturelle du Cerrado ont été documentées au sein des exploitations par des inspections gouvernementales, des audits menés par des prestataires privés et des rapports d'organisations de la société civile.

Indépendamment de l'existence d'achats auprès des entreprises concernées, ces exemples illustrent la persistance de graves problèmes dans des exploitations qui bénéficient des principaux labels de bonnes pratiques utilisés par McDonald's.

Dans le cas du café, des cas de travail forcé ont été constatés ces dernières années dans des exploitations certifiées par Rainforest Alliance⁸⁴ et UTZ⁸⁵, deux organismes qui ont récemment fusionné. En matière de soja, des critiques associent les certifications RTRS et ProTerra à des pratiques de "greenwashing" et à la manipulation des registres fonciers de manière à autoriser la déforestation dans les exploitations certifiées par les deux organismes.

Le Brésil est également confronté à de graves violations du droit du travail dans des chaînes d'approvisionnement qui ne sont même pas considérées par McDonald's comme une priorité pour contrôler les produits vendus par l'enseigne. C'est le cas du secteur de l'orange, dont le Brésil constitue le principal producteur mondial. La majeure partie du jus d'orange consommé dans le monde provient également du Brésil.

Les motifs d'inquiétude au sein de la filière ne manquent pourtant pas, surtout au regard du fait que le jus d'orange vendu par McDonald's est fourni par des marques tierces qui s'approvisionnent auprès de fournisseurs brésiliens. Les exploitations associées à ces derniers ont de leur côté un historique régulier de plaintes liées à des pratiques abusives lors de la récolte des oranges.

NOTES

- 1 https://corporate.mcdonalds.com/corpmcd/our-company/who-we-are.html
- 2 https://corporate.mcdonalds.com/content/dam/gwscorp/assets/investors/financial-information/
 Supplemental-Information/Restaurants%20by%20Country%202021.pdf
- **3** https://sec.report/Document/0000063908-22-000011
- **4** https://corporate.mcdonalds.com/corpmcd/en-us/our-stories/article/FinancialNews.Q4-2021-earnings.html
- 5 https://corporate.mcdonalds.com/content/dam/gwscorp/assets/ourpurposeimpact/McDonalds_
 PurposeImpact ProgressReport 2020 2021.pdf
- **6** https://sec.report/Document/0000063908-22-000011/
- **7** https://corporate.mcdonalds.com/corpmcd/en-us/our-stories/article/FinancialNews.Q4-2021-results.html
- 8 https://ir.arcosdorados.com/company-overview/
- **9** https://www.worldatlas.com/articles/countries-with-the-most-mcdonald-s-restaurant.html
- **10** https://corporate.mcdonalds.com/corpmcd/our-purpose-and-impact/food-quality-and-sourcing/responsible-sourcing.html
- 11 http://www.inpe.br/cra/projetos pesquisas/terraclass2014.php
- **12** https://corporate.mcdonalds.com/corpmcd/our-purpose-and-impact/our-planet/conserving-forests.html
- **13** https://sit.trabalho.gov.br/radar/
- **14** https://corporate.mcdonalds.com/corpmcd/our-purpose-and-impact/our-planet/sustainable-agriculture.html#footnoteOne
- **15** Ibid
- **16** https://corporate.mcdonalds.com/corpmcd/our-purpose-and-impact/our-planet/conserving-forests.html

- 17 https://corporate.mcdonalds.com/content/dam/gwscorp/scale-for-good/McDonaldsCommitment_OnForests.pdf
- **18** https://www.arcosdorados.com/brasil-conheca-o-que-o-mcdonalds-faz-na-pratica-pela-protecao-das-florestas/
- 19 https://jbs.com.br/wp-content/uploads/2020/05/ras-jbs-2019-eng-final.pdf
- **20** https://reporterbrasil.org.br/wp-content/uploads/2020/12/Monitor-8_Trabalho-escravo-na-ind %C3%BAstria-da-carne.pdf
- 21 https://www.greenpeace.org.br/hubfs/Relatorio Fazendo Picadinho do Pantanal 2021.pdf
- **22** https://reporterbrasil.org.br/2020/07/47389/
- 23 https://reporterbrasil.org.br/wp-content/uploads/2021/02/fil%C3%A9-no-supermercado-PT-14-02.pdf
- 24 https://www.marfrig.com.br/pt/certificacoes/brasil
- 25 https://reporterbrasil.org.br/2020/09/como-a-morgan-stanley-esta-ligada-ao-desmatamento-na-amazonia/
- 26 https://www.minervafoods.com/wp-content/uploads/2021/04/MinervaFoods RS2020 EN.pdf
- **27** https://reporterbrasil.org.br/wp-content/uploads/2020/12/Monitor-8_Trabalho-escravo-na-ind %C3%BAstria-da-carne.pdf
- 28 https://reporterbrasil.org.br/wp-content/uploads/2021/02/fil%C3%A9-no-supermercado-PT-14-02.pdf
- **29** https://reporterbrasil.org.br/2020/06/boi-pirata-criado-em-terra-indigena-e-a-conexao-com-frigorifcos-marfrig-frigol-mercurio/
- **30** Les positions des entreprises sur les cas individuels mentionnés dans ce rapport peuvent être consultées sur les liens suivants.
- **31** https://www.cecafe.com.br/dados-estatisticos/producao-mundial/
- **32** https://sit.trabalho.gov.br/radar/
- **33** Informations tirées de « A produção de café no Brasil », une étude réalisée par le Département intersyndical des statistiques et des études socio-économiques (Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Socioeconômicos DIEESE).
- 34 https://corporate.mcdonalds.com/corpmcd/our-purpose-and-impact/impact-strategy-and-reporting/performance-reports.html
- 35 https://corporate.mcdonalds.com/corpmcd/our-purpose-and-impact/food-quality-and-sourcing/responsible-sourcing.html

- **36** https://corporate.mcdonalds.com/corpmcd/en-us/our-stories/article/ourstories.coffee-sustainable.html
- **37** https://www.mcdonalds.fr/web/guest/restaurant/espaces-mccafe
- 38 https://www.comunicaffe.com/mcdonalds-to-serve-rainforest-certified-coffee-in-its-canadian-mccafes/
- 39 https://www.mcdonalds.com/gb/en-gb/good-to-know/about-farming/coffee.html
- **40** https://www.rainforest-alliance.org/pt-br/acoes-cotidianas/a-receita-da-arcos-dorados-para-um-futuro
 -mais-sustentavel/
- **41** https://www.marketing-interactive.com/mcdonalds-hk-sources-rainforest-alliance-certified-coffee-beans
- 42 https://corporate.mcdonalds.com/corpmcd/en-us/our-stories/article/Forests.sustainable-coffee.html
- **43** https://m.mcdonalds.fr/web/guest/restaurant/espaces-mccafe
- **44** https://www.mcdonalds.com/de/de-de/unsere-verantwortung/qualitaet-lieferkette/lieferanten/portraet-segafredo.html
- 45 https://m.mcdonalds.fr/web/guest/restaurant/espaces-mccafe
- **46** https://web.archive.org/web/20200618173818/https://www.mcdonalds.nl/koffiebackup4
- 47 https://www.mcdonalds.be/fr/notre-menu/espresso
- 48 https://meira.fi/en/segafredo-coffee-to-be-served-in-mcdonalds-restaurants-in-finland/
- **49** http://www.mzb-group.com/en/activities/roasted-coffee-roasting-plants
- **50** http://www.mzb-group.com/en/news/communications/dettaglio/2015-02-18-mcdonalds-award-for-segafredo-zanetti-france-deutschland-and-italy
- **51** https://meira.fi/en/segafredo-coffee-to-be-served-in-mcdonalds-restaurants-in-finland// https://www.mcdonalds-kinderhilfe.org/unternehmen-als-spender/segafredo-zanetti-kaffeepause-fuer-die-familien/
- **52** https://reporterbrasil.org.br/2019/12/fazenda-que-fornece-a-grupo-dono-da-segafredo-cortacantina-e-pagamento-de-deslocamento-do-trabalhador/
- **53** L'état détaillé de la gestion de l'exploitation est disponible à l'adresse suivante : https://reporterbrasil.org.br/2019/12/fazenda-que-fornece-a-grupo-dono-da-segafredo-corta-cantina-e-pagamento-de-deslocamento-do-trabalhador/

- 54 https://reporterbrasil.org.br/wp-content/uploads/2021/03/Da-fazenda-brasileira-para-a-mesa-europeia-PT.pdf
- 55 https://www.mcdonalds.com/content/dam/de/unsere-verantwortung/Nachhaltigkeitsbericht/PDF/Nachhaltigkeitsbericht Daten Fakten.pdf
- 56 https://investors.coca-colacompany.com/filings-reports/all-sec-filings/content/0000021344-21-000008/0000021344-21-000008.pdf
- **57** Le nom a été modifié pour protéger l'identité du travailleur.
- **58** Ibid.
- 59 https://www.senado.leg.br/atividade/const/con1988/ADC1988 08.09.2016/art 10 .asp
- **60** http://g1.globo.com/sp/sao-carlos-regiao/noticia/2013/02/justica-condena-cutrale-pagar-r-500-mil-por-discriminar-gravidas-araraquara.html
- **61** https://g1.globo.com/sp/sao-carlos-regiao/noticia/2018/09/10/cutrale-e-condenada-a-pagar-r-2-milhoes-de-indenizacao-por-revistar-funcionarios.ghtml
- **62** https://reporterbrasil.org.br/2017/10/lista-da-escravidao-nao-divulgada-pelo-governo-contem-gigantes-da-agroindustria/
- 63 https://reporterbrasil.org.br/2019/03/convenio-que-fornecia-laranja-para-a-cutrale-e-denunciado-por-mas-condicoes-de-trabalho/
- 64 https://www.coca-colacompany.com/policies-and-practices/supplier-guiding-principles
- 65 https://wwf.panda.org/discover/our focus/food practice/sustainable production/soy/
- 66 https://www.fas.usda.gov/data/oilseeds-world-markets-and-trade
- **67** https://corporate.mcdonalds.com/corpmcd/our-purpose-and-impact/our-planet/conserving-forests.html
- **68** https://corporate.mcdonalds.com/corpmcd/our-purpose-and-impact/our-planet/conserving-forests.html
- 69 https://responsiblesoy.org/mapas-rtrs?lang=pt-br
- 70 https://www.proterrafoundation.org/wp-content/uploads/2020/11/ProTerra-Standard-V4.1 PT.pdf

- **71** https://www.facebook.com/SLCAgricola/photos/dia-083-a-fazenda-panorama-ba-recebeu-a-visita-intermediada-pela-cargill-de-repr/1602141836567987/
- **72** https://www.mcdonalds.fr/entreprise/developpement-durable/agriculture / https://www.mcdonalds.fr/entreprise/developpement-durable/agriculture/ / https://www.mcdonalds.fr/entreprise/developpement-durable/agriculture/ / https://www.mcdonalds.fr/entreprise/developpement-durable/agriculture/ / https://www.mcdonalds.fr/entreprise/developpement-durable/ / <a href="https://www.mcdonalds.fr/entrepr
- **73** https://api.mziq.com/mzfilemanager/v2/d/a975c39b-3eca-4ad8-9330-2c0a0b8d1060/884f8418-6622-9982-06bb-12ebf6cc16a3?origin=2
- 74 https://www.slcagricola.com.br/quem-somos/
- 75 https://www.slcagricola.com.br/ri2020/pdf/slc_ri_2020.pdf
- 76 https://dadosabertos.ibama.gov.br/dataset/fiscalizacao-auto-de-infracao
- 77 https://unearthed.greenpeace.org/2020/11/25/brazil-fires-deforestation-tesco-nandos-mcdonalds/
- **78** https://seekingalpha.com/instablog/48299764-chain-reaction-research/5462495-pressure-grows-on-traders-investors-to-take-action-on-cerrado-deforestation-slc-agricola
- **79** Ibid.
- **80** https://www.greenpeace.org/static/planet4-sweden-stateless/2021/03/f66b926f-destruction_certified_09_03_21.pdf
- 81 https://chainreactionresearch.com/the-chain-slc-agricola-moves-forward-with-clearing-5200
 -hectares-of-native-vegetation/#:~:text=Home-,The%20Chain%3A%20SLC%20Agricola%20Moves
 %20F orward%20with,5%2C200%20Hectares%20of%20Native%20Vegetation&text=SLC%20
 Agricola%2C%20the%2 Olargest%20listed,the%20first%20quarter%20of%202020
- **82** https://lilncn2ptox93ih9e41q8but-wpengine.netdna-ssl.com/media-library/wp-content/uploads/sites/24/2019/11/Relatorio-Resumo-Publico-RTRS_SLC_2019.pdf
- **83** https://www.greenpeace.org/usa/wp-content/uploads/legacy/Global/usa/report/2010/1/minimum-criteria-for-i.pdf
- **84** https://reporterbrasil.org.br/2019/05/slave-labor-found-at-second-starbucks-certified-brazilian-coffee-farm/
- **85** https://reporterbrasil.org.br/2018/08/fazenda-de-cafe-certificada-pela-starbucks-e-flagrada-comtrabalho-escravo/

